

**Communiqué de presse****Communications Nouveau-Brunswick****Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick****Journée internationale des personnes handicapées (04/11/30)**

NB 1363

le 30 novembre 2004

FREDERICTON (CNB) - La déclaration suivante est publiée aujourd'hui par la présidente de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, Alanna Palmer, à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées, le 3 décembre :

« Le 3 décembre est la Journée internationale des personnes handicapées. Cette journée a été proclamée par les Nations unies en 1992 pour souligner et reconnaître l'expérience et les capacités des personnes handicapées.

Cette journée est très significative pour le personnel de la Commission des droits de la personne puisque la discrimination et le harcèlement fondés sur l'incapacité physique et mentale sont à l'origine de la plupart des plaintes déposées en vertu de la Loi sur les droits de la personne. En 2003-2004, ces plaintes comptaient pour 38 pour cent des cas. On entend par handicap, entre autres, la toxicomanie, le SIDA, la dépression, le diabète, l'épilepsie, les difficultés d'apprentissage, le trouble d'hyperactivité avec déficit de l'attention (THDA) et l'utilisation d'un fauteuil roulant.

Les employeurs et les fournisseurs de services sont obligés, en vertu de la Loi, de répondre aux besoins des personnes handicapées pour qu'elles ne soient pas les victimes de politiques, de pratiques ou d'installations. L'évaluation individuelle, l'adaptabilité et le caractère raisonnable sont essentiels à la compréhension de cette obligation. Selon les circonstances, cela peut vouloir dire une rampe pour fauteuil roulant, des congés de maladie, des outils d'enseignement et le rajustement des tâches, par exemple. Par contre, les employeurs et les fournisseurs de services ne devraient jamais avoir à connaître des difficultés indues ou à sacrifier leurs objectifs légitimes.

Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet, j'invite les employeurs à consulter notre nouvelle ligne directrice sur l'adaptation à une incapacité. Il est disponible dans notre site Web à l'adresse <http://www.gnb.ca/hrc-cdp/>

L'augmentation des possibilités pour les personnes handicapées signifie non seulement des coûts et des obligations, mais aussi des profits. Des études ont démontré que les entreprises peuvent profiter de l'adaptation grâce à une réduction dans le taux de roulement et dans les coûts associés au recrutement et à la formation, ainsi qu'une élévation du moral et un effectif élargi. Selon une estimation du Job Accommodation Network, un service d'information sur les aménagements qui est financé par le gouvernement fédéral des États-Unis, un employeur reçoit 34 \$ pour chaque dollar qu'il dépense sur l'aménagement des travailleurs handicapés.

Cela étant dit, je devrais ajouter que plusieurs travailleurs handicapés exigent peu d'aménagements ou aucun aménagement. Selon les sondages, la majorité des employeurs trouvent que les mesures d'adaptation sont relativement abordables et faciles. Les difficultés que connaissent les personnes handicapées peuvent être des objets, des attitudes ou des politiques. J'invite les Néo-Brunswickois à contester ces difficultés, peu importe leur forme, non seulement parce qu'elles sont injustes, mais parce qu'elles constituent des obstacles à notre rentabilité commerciale et à notre prospérité en tant que société. »

2004-11-30

PERSONNE-RESSOURCE : Alanna Palmer, présidente de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, (506) 453-2301 ou 1 888 471-2233. La ligne directrice mentionnée dans la déclaration se trouve à l'adresse suivante : <http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/Ligne-directrice-Adaptation-a-une-incapacite.pdf>.

2004-11-30

Communications Nouveau-Brunswick
Courrier électronique | Coordonnées | Décharge | Déclaration de confidentialité